



Ukraine
Moscow
St. Petersburg
Krasnodar
Voronezh
Saratov
Astrachan
Kaspijsche Meer
Kaspische Senke

Georgia
Tbilisi
Armenien
Yerevan
Azerbaidschan
Baku
Kaspijsche Meer
Kaspijsche Meer

Turkmenistan
Ashgabad
Mary
Mesched
Turkmenbashi

Uzbekistan
Taschkent
Samarkand
Duschanbe
Buchar

Russia
Moskau
Sankt Petersburg
Kaspijsche Meer
Kaspijsche Meer

Ukraine
Kiew
Lemberg
Odessa
Charkow
Dnipro

Armenien
Yerevan
Gegharkunik
Tschikhe
Araks

Afghanistan
Kabul
Herat
Mazar-e Sharif
Kandahar

Pakistan
Islamabad
Karachi
Rawalpindi

2001-2021 : « Arc de crise », un concept géopolitique utile ?

Éric KALAJZIC

Le colonel breveté d'état-major Éric KALAJZIC a commandé le 4^e détachement belge assurant la protection de l'aéroport international de Kaboul (ISAF V/1, février-juillet 2004). Comme commandant de la division Renseignement extérieur et commandant en second du SGRS (2012-2018), il a fréquemment voyagé et rencontré des acteurs clefs au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie centrale. Chargé de cours à l'ERM (2018-2020), il a développé le programme de « géographie politique ».

9/11 is een mijlpaal in de recente geschiedenis. Als reactie op de terroristische aanslagen van Al Qaeda in de Verenigde Staten in 2001 zagen de westerse strijdkrachten zich verplicht in Afghanistan op te treden. De Belgische troepen hebben na achttien jaar hun aanwezigheid in het land officieel beëindigd op 18 mei 2021. Deze militaire operaties, evenals die in Libië, Libanon, Syrië en de Sahel/Saharastreek, vinden plaats in een "crisisboog". Het zou nuttig zijn te begrijpen waar dit geopolitieke concept vandaan komt, hoe het zich doorheen de tijd heeft ontwikkeld en wat het nut ervan is voor het sturen van het veiligheids- en defensiebeleid, en zelfs voor het bepalen van een nationale veiligheidsstrategie.

Le 9 septembre 2021 est une date marquante de l'histoire récente. À la suite des attaques terroristes des tours jumelles du World Trade Center de New York et du Pentagone en 2001 par des membres d'Al Qaïda, les forces armées des pays occidentaux ont été amenées, en réaction, à opérer en Afghanistan. Après dix-huit ans sur place, les forces belges ont mis fin officiellement le 18 mai 2021¹ à leur présence dans ce pays.

En 2003, lancés dans la « guerre mondiale contre le terrorisme » (*Global War on Terrorism*) du président Georges W. Bush et escomptant un effet domino dans la région, les Américains ont attaqué l'Irak pour renverser le régime de Saddam Hussein et instaurer la démocratie, en arguant du faux prétexte que ce dernier développait des

¹ Voir : Afghanistan | La Défense (mil.be), consulté le 9 août 2021.

armes de destruction massive et entretenait des liens avec Oussama Ben Laden. Les architectes de cette offensive, à savoir les néoconservateurs Paul Wolfowitz, Donald Rumsfeld, Paul Bremer et Dick Cheney, se sont inspirés de la théorie de l'« arc de crise » pour définir la stratégie de sécurité nationale (*US Grand Strategy*).

Ces opérations, ainsi que celles menées en Libye, au Liban, en Syrie et dans la bande sahélo-saharienne, se déroulent toutes dans ce fameux « arc de crise ». Il nous paraît opportun de comprendre d'où vient ce concept géopolitique, comment il a évolué dans le temps, tant aux États-Unis qu'en Europe, et quelle est son utilité pour l'orientation de politiques de sécurité et de défense, voire pour définir une stratégie de sécurité nationale.

Un produit de la guerre froide

Remodelant la thèse sur « le pivot géographique de l'histoire » – le fameux *Heartland* (territoire central eurasiatique) du géographe britannique Halford Mackinder – en se fondant sur les travaux de l'amiral américain Alfred Mahan posant la primauté de la puissance maritime sur la puissance terrestre, Nicholas J. Spykman, professeur de relations internationales à l'université de Yale, a développé en 1943 la théorie du *Rimland*², contour côtier de l'Eurasie et zone tampon qu'il convient de contrôler.



Figure 1 : *Heartland - Rimland*³

² SPYKMAN Nicholas J., *The Geography of the Peace*.

³ VEJUX Elie, *Heartland, Rimland : quelle théorie pour l'espace maritime contemporain ?*, 7 septembre 2015, dans *Heartland, Rimland : quelle théorie pour l'espace maritime contemporain ?* - Les Yeux du Monde (les-yeux-du-monde.fr), consulté le 9 août 2021.

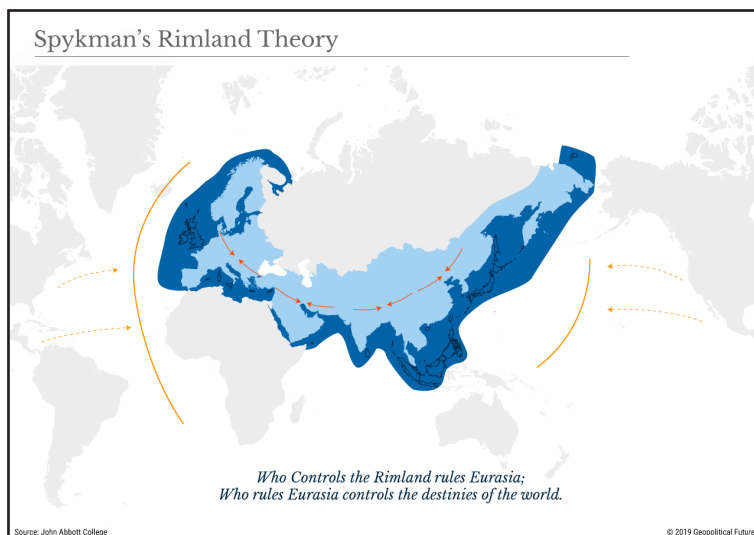


Figure 2 : *Rimland*⁴

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, Washington voit d'un très mauvais œil les prétentions territoriales et l'influence de Moscou sur des pays situés dans ce *Rimland*. Pour sécuriser les routes commerciales ainsi qu'assurer leur leadership économique, diplomatique et militaire, il est impératif de contenir les avancées russes vers la frange périphérique de l'Eurasie, l'Amérique, l'Afrique, l'Océanie et le Japon. Cette conception géopolitique est à la base de la doctrine Truman dite du *containment* (endiguement).

L'idée d'un « arc de crise » a été utilisée en 1949, de manière assez confidentielle, par le professeur Buss, ancien diplomate américain en Asie et enseignant à l'université de Stanford, pour modéliser la situation indochinoise⁵. Toutefois, l'expression d'« arc de crise » ou de « croissant de crise » est attribuée à l'historien britannique Bernard Lewis, mentor de Samuel Huntington au Conseil de sécurité nationale des États-Unis, ainsi qu'au Département d'État⁶.

⁴ Heartland and Rimland Theory, Human Geography –Models and Theories for UPSC IAS, 25 janvier 2021, dans Heartland And Rimland Theory - Geography UPSC (lotusarise.com), consulté le 9 août 2021.

⁵ BUSS Claude Albert, *The Arc of Crisis: Nationalism and Neutralism in Asia Today*, Doubleday & Co. Publisher, New York, 1^{er} janvier 1961, 479 p.

⁶ DAALDER Ivo, *Crescent of Crises: U.S.-European Strategy for the Greater Middle East*, Brooking Institution Press, 2006, 263 p.

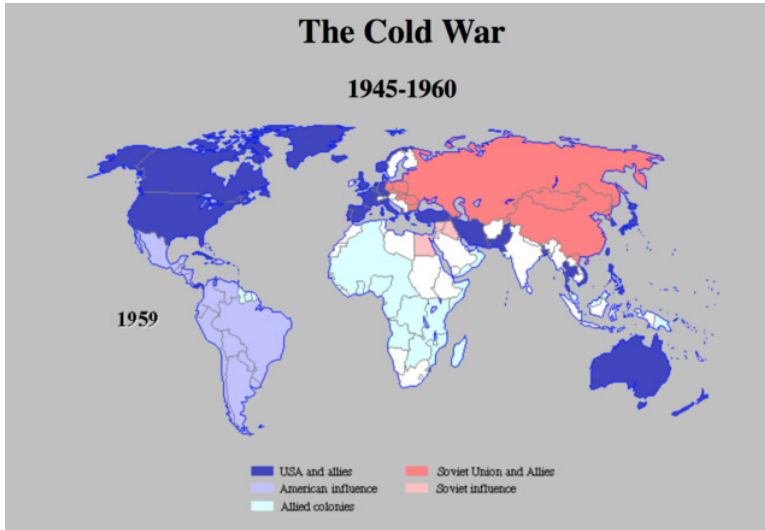


Figure 3 : *Containment* – situation en 1959⁷

Se fondant sur la théorie de Lewis, devenu entretemps un de ses collaborateurs au Département d'État, le politologue Zbigniew Brzezinski, chef du Conseil de sécurité nationale du président démocrate Jimmy Carter de 1977 à 1981, assume, quant à lui, la paternité de la stratégie de la « ceinture verte » islamiste⁸. Visant la destruction de l'URSS, celle-ci consiste à déstabiliser la grande puissance soviétique par un soutien à des mouvements islamistes en Asie centrale et dans sa périphérie sud afin d'opposer islamisme et bolchevisme et, de cette manière, d'affaiblir et de faire imploser le régime communiste. Ainsi la CIA appuiera-t-elle différents groupes de moudjahidines en Afghanistan.

Dès l'origine, le concept d'« arc de crise » est essentiellement un produit journalistique⁹ beaucoup plus qu'une théorie géostratégique. Né durant la guerre froide, il doit aussi être considéré dans son contexte contemporain : la révolution

⁷ WHITE Matthew, *The Cold War 1945-1969*, novembre 1997, dans Map - Cold War 1945-1960 (erols.com), consulté le 10 août 2021.

⁸ GRYNBERG Noémie, « La doctrine Brezinski : l'arme islamiste, instrument géostratégique américain », *Israël Magazine*, 2009, dans La doctrine Brzezinski : l'arme islamiste, instrument géostratégique américain (e-monsite.com), consulté le 10 août 2021.

⁹ EL-MOUCHAN Alain, « L'arc de crise : entre fantasme géopolitique et “politiquement correct” », *Annuaire français de relations internationales*, Vol. 15, 2014, pp. 17-31.

iranienne et l'intervention soviétique en Afghanistan de 1979. C'est une représentation schématique et simplificatrice destinée à modéliser un ensemble de crises et de conflits difficiles à comprendre par le grand public. Néanmoins, le milieu académique s'est emparé du sujet et en a très vite fait un concept d'analyse légitime par les nombreux débats suscités, et ce malgré les multiples critiques énoncées quant à sa valeur conceptuelle. L'article « The Arc of Crisis : Its Central Sector » publié dans la revue « Foreign Affairs » du professeur George Lenczowski¹⁰ de Berkeley en est une parfaite illustration. Ainsi, l'« arc de crise » est devenu une donnée du champ d'étude des relations internationales, avec un épïcêtre situé au Moyen-Orient, stratégique pour les Américains pour plusieurs raisons¹¹ :

- Il s'agit d'une région pivot et frontière, proche de l'URSS et au cœur des routes maritimes et des routes aériennes en développement
- Cette zone géographique a un rôle de fournisseur d'énergie notamment dans le cadre de la reconstruction de l'Europe et du plan Marshall. Les États-Unis sont les principaux producteurs de pétrole, mais les compagnies américaines veulent garder ce pétrole afin de répondre à la demande intérieure en pleine expansion. Le pétrole des pays du Golfe doit ainsi assurer la demande des pays européens.
- Entre 1945 et 1990, les objectifs des États-Unis sont donc divers :
 - * endiguer l'expansion idéologique et politique de l'URSS dans cette région qui peut constituer un verrou territorial stratégique ;
 - * assurer la sécurité de ses positions stratégiques dans les pays arabes du Golfe afin d'assurer les approvisionnements en pétrole à partir de cette région ;
 - * assurer la défense d'Israël, cheval de bataille d'un important lobby pro-Israélien aux États-Unis ;
 - * rechercher un règlement du conflit israélo-arabe pour assurer la sécurité de la région.

¹⁰ LENCZOWSKI George, « The Arc of Crisis: Its Central Sector », *Foreign Affairs*, New York, Vol. 57 n° 4, pp. 796-820, Spring 1979, dans The Arc of Crisis: Its Central Sector | Foreign Affairs, consulté le 6 août 2021.

¹¹ MONFLEUR Laura, *Les Etats-Unis au Moyen Orient (1) : enjeux et présence américaine pendant la guerre froide (1945-1990)*, 16 novembre 2020, dans Les Etats-Unis au Moyen-Orient (1) : enjeux et présence américaine pendant la guerre froide (1945-1990) (lesclesdumoyenorient.com), consulté le 10 août 2021.

Évolution et développement de la théorie

Bien que ses limites restent floues et soient évolutives, la formule « arc de crise », née durant la guerre froide, perdure et prend plusieurs formes dans la dernière décennie du XX^e siècle. En 1991, le secrétaire général de l'OTAN désigne la région où se trouve « l'ennemi » qui remplace l'URSS, à savoir tout le long du périmètre méridional de notre territoire où se développe un arc de tension du Maghreb au Moyen-Orient¹². En réaction sera créé le Dialogue méditerranéen de l'OTAN avec la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, Israël et la Jordanie. Un « arc de coopération » est donc formé pour faire pièce à l'« arc de crise ». Celui-ci est ensuite prolongé, via le Partenariat pour la paix, vers les pays du Caucase et de l'Asie centrale, tout juste indépendants et renouant avec des identités influencées par les héritages de leur islamisation, les ethnies et leurs irrédentismes ainsi que les divergences politiques, comme l'a très bien analysé Shirin Akiner¹³, sans tenir compte cependant du dilemme en matière de sécurité engendré par ce partenariat et des rancœurs vis-à-vis des États-Unis que celui-ci suscite dans cet ancien pré carré soviétique.

Il est à noter que ces crises concernent cependant toujours les zones présentant des risques pour les échanges et les investissements occidentaux, des espaces de production et de transit des matières premières aux flux migratoires. En fait, le concept et ses contours graphiques semblent beaucoup plus s'adapter aux événements que fournir une boîte à outils permettant de mieux les comprendre, les analyser et les interpréter. En effet, comment globaliser, rassembler et intégrer des situations et des ensembles géographiques, humains et politiques aussi divers pour les rendre compréhensibles ? Sous l'appellation de *Greater Middle East* (Grand Moyen-Orient), George W. Bush et son administration désignent en 2003¹⁴ un espace s'étendant de la Mauritanie au Pakistan et de la Turquie à l'ensemble de la péninsule Arabique. Sont également définis un « axe du mal » et le concept des « États faillis ». L'intervention en Afghanistan en 2001 puis l'invasion de l'Irak en 2003 s'inscrivent dans ce projet de remodelage du

¹² WÖRNER Manfred, « The Atlantic Alliance in a new era », Bruxelles, *NATO Review*, Vol. 39 n° 1, 1991.

¹³ AKINER Shirin, « Central Asia: New Arc of Crisis?, Whitehall Paper », RUSI, Londres, 1^{er} janvier 1993, 83 p.

¹⁴ Discours du président George W. Bush le 26 février 2003 devant une réunion de néoconservateurs de l'*American Enterprise Institute*, puis développement du concept le 9 mai 2003 à l'université de Caroline du Sud.

Grand Moyen-Orient des néoconservateurs américains visant à étendre l'influence des États Unis dans ces régions stratégiques du globe. Washington prétendait ainsi favoriser le développement démocratique dans l'ensemble de ces pays, aider ceux-ci à s'insérer dans la mondialisation et soutenir les droits des femmes ainsi que leur émancipation.

D'emblée, il saute aux yeux que ce concept ne tient pas la route. Il regroupe différentes régions qui ne sont unies ni par l'histoire ni par une origine ethnique ou une religion communes. Il ne couvre pas non plus le monde musulman puisqu'il n'englobe pas les musulmans d'Asie, notamment les Indonésiens, les Bangladais et les Ouïghours. Il ne vise pas que les arabo-musulmans, puisque les Israéliens, les Libanais, les Afghans, les populations caucasiennes et d'Asie centrale, ainsi que les Turcs et les Iraniens – aux intérêts très divergents – en font partie. En fin de compte, ce concept nous conduit dans une impasse géopolitique puisqu'il ne nous permet pas de saisir les dynamiques géopolitiques de ces territoires ni de réaliser une analyse multiscalaire chère à Yves Lacoste des rapports de force et des tensions. Il ne permet pas non plus de définir une politique étrangère cohérente et, concrètement, n'a surtout pas mené à une démocratisation de ces régions et pays. En fait, il est le fruit des ambitions politiques et de la vision du monde de l'entourage néoconservateur du président Bush Jr., s'inscrivant dans l'héritage de la Destinée manifeste¹⁵. L'idée de Grand Moyen-Orient s'intègre dans celle de *Global War on Terrorism* (guerre globale contre le terrorisme). La meilleure stratégie pour contenir ces crises, selon le Département d'État, consiste à disposer d'une ceinture d'États en bons termes avec Washington et de « toiler » leurs structures autoritaires pour les rendre plus démocratiques. Pour éliminer les crises, le Département d'État va utiliser plusieurs approches :

- briser l'arc par la force brutale et frontale ;
- atténuer les crises par des aides au développement et supports divers ;
- gérer le centre de l'arc (tout en étant incapable de s'en occuper objectivement et rationnellement, au vu des lignes rouges posées par et pour la sécurité d'Israël).

¹⁵ Destinée manifeste (Manifest Destiny) : expression apparue en 1845 pour désigner la forme américaine de l'idéologie calviniste selon laquelle la nation américaine aurait pour mission divine l'expansion de la « civilisation » (le modèle américain du capitalisme libéral) vers l'Ouest et, à partir du XX^e siècle, dans le monde entier.

En 2006, les experts du camp démocrate ne prennent pas vraiment de distance vis-à-vis du concept de l'« arc de crise » ni ne le remettent en cause. Ils modifient la méthode pour s'y attaquer. Ils voient une unité dans la nature des dangers que représentent ces crises : prolifération d'armes de destruction massive non conventionnelles, absence de démocratie, croissance démographique incontrôlée entraînant une émigration massive, foyers de terrorisme mêlés à des conflits religieux locaux menaçant tant les États-Unis que l'Europe, espace de production d'hydrocarbures essentiels à l'économie mondiale. La stratégie proposée par les experts est de créer des États viables (*nation building*) afin d'assurer la sécurité des États-Unis et de l'Europe face aux ressentiments causés par leur soutien pendant de nombreuses années aux régimes autoritaires répressifs et à la volonté de revanche du monde arabo-musulman fondée sur les humiliations subies par les populations soumises aux autocrates¹⁶. La définition de la périphérie terreaux d'insécurité décrite par le Concept stratégique de l'OTAN de 1999 n'en est guère éloignée...

Barack Obama a fait le choix politique de régimes islamiques légitimés par les urnes (Pakistan, Égypte, Irak, Afghanistan notamment) pour assurer une stabilité « acceptable » de l'« arc de crise » plutôt que des autocraties alliées dans la « guerre globale contre le terrorisme ». Grâce aux relations normalisées avec les pays concernés, l'effort militaire américain est ainsi soulagé et peut se tourner vers le vrai rival des États-Unis : la Chine. En fait, cette logique post-brzezinskienne de l'apaisement s'appuie sur deux hypothèses : d'une part, un rapprochement avec les pays se réclamant de l'islam joue en faveur des Américains et, d'autre part, une politique moins intrusive et belliciste peut aider à transformer un « arc de crise » en un « arc de stabilité » au bénéfice de l'économie américaine. Cependant, il y a une conséquence majeure à ce raisonnement : la remise en cause de la relation privilégiée avec Israël. Or la société américaine n'est pas encore prête à accepter un affaiblissement relatif de l'État hébreu.

Le président Obama a tenté de rejeter l'utilisation de la guerre globale contre le terrorisme pour justifier des politiques néfastes pour les États-Unis, mais il n'a pas pu y échapper complètement. Il a mis fin à la guerre en Irak, mais la montée en puissance de l'État islamique l'a forcé à prolonger la présence militaire américaine dans ce pays. Il voulait mettre fin à la guerre en Afghanistan, mais le potentiel

¹⁶ DAALDER Ivo, GNESOTTO Nicole, GORDON Philip, *Crescent of Crisis, U.S. and European Strategy for the Greater Middle East*, Brooking Institution Press, Washington, 10 janvier 2006, 263 p.

d'instabilité de ce pays l'a persuadé d'y rester. Il a tenté à plusieurs reprises de replacer rationnellement la menace terroriste dans son contexte par rapport à des menaces bien plus importantes, mais les craintes en matière de terrorisme ont continué à dominer le débat sur la sécurité nationale des États-Unis. Plus tard, son successeur, Donald Trump, a exploité ces craintes et les perceptions de la population en liant faussement les réfugiés et les immigrants à une menace terroriste.

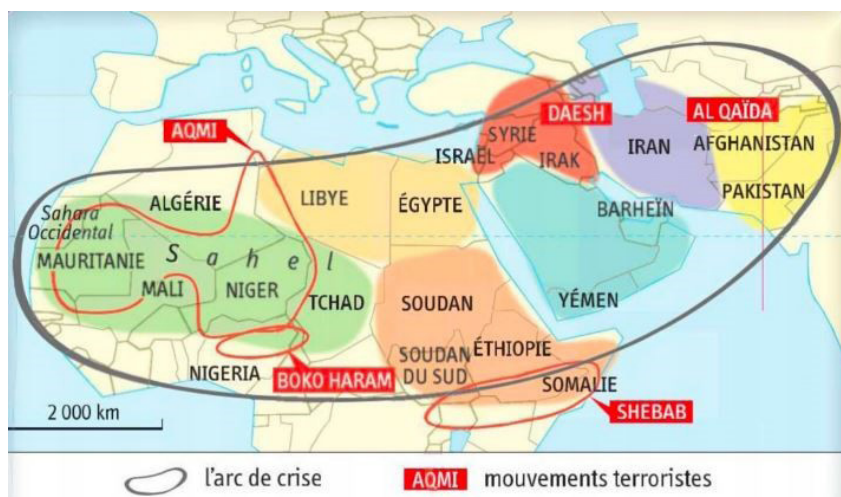


Figure 4 : Arc de crise et mouvements terroristes¹⁷

Toujours est-il qu'à la veille du Printemps arabe, le concept fait toujours recette, tandis que les populations impliquées dans cette épure sont au plus mal. Les négociations entre Israël et les Palestiniens n'avancent pas. Le terrorisme sunnite des franchisés d'Al-Qaïda se répand du Maghreb au Yémen en passant par le Sahel et la Somalie. L'Irak est dans un état de guerre civile. Le Liban est déstabilisé par la Syrie, alors que cette dernière ne maîtrise pas les troubles fomentés par des djihadistes sunnites. L'Afghanistan, malgré la présence de nombreuses troupes de la coalition jusqu'en août 2021, connaissait encore de nombreuses attaques terroristes et réclamait toujours plus d'aides financières et matérielles.

¹⁷ Le début du XXI^e siècle : un monde complexe, diapo 14 de 17, dans présentation PowerPoint (histoirecours.fr), consulté le 12 août 2021.

Le Livre blanc français de 2008 évoque un « arc de crise » s'étendant de l'Atlantique à l'océan Indien, de la Mauritanie au Pakistan, recouvrant notamment toute la zone sahélienne. Par contre, la version de 2013 n'y fait plus du tout allusion. Pourquoi ? Michel Foucher¹⁸ explique que le concept avait été défini sur la base de trois enjeux français de défense :

- la proximité géographique de ces foyers de conflit avec l'Europe ;
- l'instabilité chronique menaçant directement ou indirectement les intérêts nationaux, entre autres l'aggravation des tensions et conflits en Afrique subsaharienne où la France demeure un acteur stratégique et géopolitique important ;
- des foyers dans lesquels des troupes européennes peuvent être amenées à intervenir, notamment face à la montée de menaces terroristes.

Foucher insiste pourtant aussi sur les limites du concept :

- Il propose une fausse vision unifiée et intégrée de plusieurs théâtres de crise.
- Il pourrait entretenir une fausse impression de clivage entre l'Occident, notamment l'Europe, et le monde arabo-musulman.
- Il surestime la capacité d'unité et de coordination des réseaux terroristes à l'œuvre et du « chaînage territorial » de ces différents réseaux. Pensons par exemple à la toute relative unification du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), organisation militaire et terroriste, d'idéologie salafiste djihadiste, formée le 1^{er} mars 2017 pendant la guerre du Mali, né de la fusion d'Ansar Dine, des forces d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) au Sahel, de la katiba Macina et de la katiba Al Mourabitoune.
- Il néglige les différents acteurs régionaux influençant les conflits, à savoir l'Iran (en Irak, en Syrie et au Liban), l'Arabie Saoudite (au Liban, en Syrie, au Yémen et à Bahreïn), l'Égypte (dans la bande de Gaza), etc.

En 2011 viendra le temps du Printemps arabe ou de ce que les politologues auraient pu qualifier d'« arc de changement » d'abord en Tunisie, puis en Égypte, en Syrie, au Qatar, à Bahreïn et dans les Émirats arabes unis. L'espoir d'une généralisation dans plusieurs pays arabes d'un mouvement démocratique rend inappropriée l'utilisation

¹⁸ FOUCHER Michel, « L'Arc de crise, approche française des conflits », Bulletin de l'association de géographes français, n° 89-1, 2012, pp. 6-17.

d'une expression qui, depuis quatre décennies au moins, fait surgir des images de guerres, de violences, de massacres et de misère. Pourtant, si l'expression n'est plus employée dans les cercles politiques et académiques, l'« arc de crise » demeure une réalité sur le terrain. Il est même en expansion en Afrique : au Mali, au Niger, au Burkina Faso, au Nigéria, en Tanzanie, en RDC, les activités terroristes d'inspiration islamique augmentent en nombre et intensité, avec des contacts confirmés entre les divers mouvements (Al-Qaïda au Maghreb islamique, Mouvement pour l'unification et le jihad en Afrique de l'Ouest, Ansar Dine, Boko Haram, les shebabs de Somalie, etc.).

Utilité du concept

Yves Lacoste disait : « Le rôle des géographes est de rendre compte de l'enchevêtrement spatial des différentes catégories de phénomènes [...] de façon que les entreprises humaines puissent y être menées ou organisées plus efficacement »¹⁹. Il faut donc que nous nous intéressions aux activités et projets menés par les Occidentaux dans l'espace contenu dans les différents « arcs de crise » identifiés. Longtemps, ils ont soutenu les autocrates. Le Printemps arabe a mis en avant cette hypocrisie consistant à mettre au premier plan la démocratie, les libertés, les valeurs « universelles », les droits humains en vigueur dans nos régions et à confier à des régimes peu recommandables – en raison de leurs principes de vie et de gouvernance – la tâche de constituer pour nos pays occidentaux un tampon par rapport aux risques et menaces pour notre propre espace territorial et nos populations. Nous n'avons pas adopté une approche différente dans la crise migratoire vis-à-vis de la Turquie...

Les démocratisations escomptées en Afghanistan et en Irak sont de graves échecs qui ont coûté de nombreuses vies humaines, provoqué bien des misères et pesé sur les politiques de nombreux États notamment par les coûts financiers engendrés. La réputation et la confiance dans les Occidentaux, les États-Unis en tête, sont durablement écornées. Jusqu'à présent, rien n'a pu venir à bout de la réalité physique de l'« arc de crise » : aucune stratégie n'a fonctionné. Pire : en Afghanistan, avant la date-anniversaire des vingt ans depuis les attaques des terroristes de Ben Laden sur le sol américain, les talibans sont à nouveau au pouvoir, une humiliation supplémentaire pour la bannière étoilée, au moins aussi amère que celles vécues en 1975 au Vietnam et en 1979 à Téhéran.

¹⁹ LACOSTE Yves, La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre, Ed. La Découverte, Paris, 1988, p. 172.

L'usage, souvent indifférencié, de mots tels que « arc » ou « croissant », voire « axe », « crise » ou encore « tension », mis au singulier ou au pluriel, indique non seulement un manque de rigueur, mais aussi une réflexion théorique insuffisante. En fait, cette représentation de l'espace visé semble surtout avoir soutenu les objectifs des politiques et des militaires vis-à-vis des perceptions de la population pour instaurer, souvent inconsciemment, une image mentale de réalités beaucoup plus complexes, diverses et nécessitant des nuances qui se perdent à travers un schéma. À force d'entendre parler d'« arc(s) de crise » et de montrer des cartes globalisantes simplifiées dans les médias, la répétition incantatoire finit par devenir réalité, mais une réalité tenant de la propagande goebbelsienne.

Enfin, une représentation graphique en géographie politique sert essentiellement à réfléchir aux dynamiques symbolisées et à penser l'espace en vue de l'action. Elle illustre un concept au service d'une stratégie qu'elle sert à légitimer. Dans le cas de l'« arc de crise », nous n'avons pas affaire à un concept abouti. Il s'agit plus d'une représentation journalistique destinée à marquer les mémoires populaires qu'une modélisation académique destinée à mieux faire comprendre l'unité et l'intégration de crises permettant de développer une *Grand strategy*/stratégie de sécurité nationale. Par conséquent, au vu de la diversité des utilisations de ce concept au cours des années, nous nous retrouvons face à une expression « fourre-tout », dont l'amplitude géographique a varié et varie en fonction de l'utilisateur et des objectifs poursuivis. Néanmoins, elle associe l'idée de « crises », quelles que soient leur nature ou leur racine, au monde musulman (projection d'une série de stéréotypes, tels ceux décrits par Edward Saïd dans ses études sur l'orientalisme) et tente de convaincre l'opinion publique, en imposant une carte mentale des interventions occidentales dans la mémoire populaire, que le terrorisme islamique (généralement surestimé) est la principale menace pour nos démocraties libérales occidentales. En réalité, ce concept ne peut être employé pour définir une politique extérieure cohérente et pragmatique.

Mots-clés :

Arc de crise, US Grand strategy, Moyen-Orient, Afghanistan, géopolitique